

PRÉPARER LE MONDE D'APRÈS

POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

DOCUMENT
DE TRAVAIL



AVRIL 2020



LES PRINCIPES

- L'**urgence** est actuellement **sanitaire** et doit le rester
- Cette **priorité à la santé des citoyen(ne)s** doit être **au cœur de la sortie de crise**, à court, moyen et long terme
- Il faut **tirer les leçons de cette crise** parce qu'elle révèle des failles importantes de notre modèle socio-économique
- Le PS anticipe et propose **une méthode et une direction...** parce que le pire serait que rien ne change !

LES ÉVIDENCES RÉVÉLÉES PAR LA CRISE

1. L'importance de la **solidarité** à travers la **Sécurité sociale**, les **services publics** et le **non-marchand**
2. Le rôle essentiel, et pourtant sous-valorisé, des **métiers à forte utilité sociale**
3. **L'inadéquation des règles budgétaires** européennes
4. Les **fragilités de notre modèle économique** basé sur des chaînes de valeur internationales
5. Le **rôle de la puissance publique** dans la vie économique
6. La **vulnérabilité** aggravée de certains publics
7. Les **ressources sociales et morales** de notre société

UN PLAN EN QUATRE PHASES

PHASE

OBJECTIFS

CHRONOLOGIE

METHODE



Urgence

Contenir et répondre à l'urgence sanitaire, permettre aux entreprises de traverser la crise



Reprise

Sortir du confinement et permettre un retour à la normale sans risque



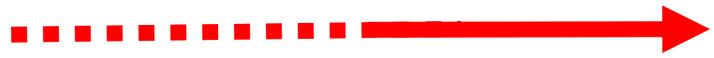
Relance

Relancer l'activité économique en soutenant les plus fragiles, le pouvoir d'achat et l'activité du secteur privé



Redéploiement

Repenser nos modèles de production, de consommation et de solidarité pour les rendre plus résilients, plus forts



Parier sur la coordination et **l'intelligence collective**, conjuguer **expertise scientifique** et **délibération démocratique ouverte**



PHASE I : Urgence

ENTITÉS FÉDÉRÉES ET POUVOIRS LOCAUX

UE

FÉDÉRAL



Principes d'action

- Préserver la circulation des biens indispensables
- Donner aux Etats-membres la flexibilité budgétaire nécessaire

- Organiser le confinement
- Doter les soins de santé des moyens nécessaires
- Limiter les faillites, les pertes d'emploi et les pertes de pouvoir d'achat

- Mettre en œuvre les décisions du CNS
- Soutenir financièrement les secteurs les plus touchés
- Mener des initiatives industrielles pour pallier les pénuries



Exemple de mesures

- Suspension des règles du Pacte de Stabilité
- Aide urgente aux Etats membres (fonds Corona)
- Assouplissement temporaire du cadre pour les aides d'Etats

- Mise en place du confinement
- Chômage temporaire et droit passerelle, report de crédits
- Financement de la santé
- Garantie bancaire
- Contrôle des prix

- Mesures sanitaires dans les secteurs concernés (écoles...)
- Primes et maintien des subsides aux secteurs touchés
- Mobilisation des industries locales
- Mobilisation des pouvoirs locaux





PHASE II : Reprise

ENTITÉS FÉDÉRÉES ET POUVOIRS LOCAUX

UE

FÉDÉRAL



Principes d'action

- Faciliter la validation et la distribution de moyens de dépistage et traitement
- Développer de nouveaux instruments financiers pour soutenir la reprise

- Organiser massivement le testing pour permettre un déconfinement sans risque
- Soutenir immédiatement le pouvoir d'achat et la demande intérieure

- Mettre en œuvre un retour progressif à la normale (notamment dans les écoles)
- Soutenir la reprise économique via instruments propres



Exemple de mesures

- Renforcement des capacités de stockage et production
- Développement de nouveaux instruments financiers de type corona-bonds
- Réassurance chômage

- Testing massif de la population
- Primes aux travailleurs mobilisés durant la crise
- Mobilisation immédiate des enveloppes bien-être
- Soutien aux secteurs (chèques, TVA...)

- Mise en œuvre d'un plan graduel de réouverture des écoles, crèches, culture, ...
- Soutien via les outils économiques à la reprise
- Soutien au non-marchand





PHASE III : Relance

ENTITÉS FÉDÉRÉES ET POUVOIRS LOCAUX



UE



FÉDÉRAL



Principes d'action

- Revoir les règles budgétaires de l'Union
- Elargir les ressources propres de l'Union
- Amplification du Green Deal

- Garantir le financement pérenne de la sécurité sociale et des services publics
- Exécuter un plan de relance avec des investissements majeurs visant la transition

- Accompagner nos entreprises pour soutenir la transition (notamment en formation)
- Soutenir les services publics et non-marchands pour rendre notre société plus résiliente



Exemple de mesures

- Nouveau CFP et sanctuarisation des dépenses de santé
- Révision du Semestre européen
- Fond solidaire européen pour les dettes 'corona' des Etats membres

- Soutien à la demande : relever les allocations sociales au niveau du seuil de pauvreté et relever les bas salaires
- Orientation active de la transition des entreprises
- Fonds public fédéral pour les secteurs stratégiques

- Réinvestissement dans la recherche (appliquée et fondamentale) en lien avec les secteurs stratégiques
- Renforcement des dispositifs de formation (digitalisation...)
- Relocalisation des productions stratégiques



PHASE IV : Redéploiement

ENTITÉS FÉDÉRÉES ET POUVOIRS LOCAUX



UE



FÉDÉRAL



Principes d'action

- Mettre en place une véritable Union fiscale et sociale
- Doter l'UE d'un Trésor pour réagir aux crises et renforcer la cohésion territoriale
- Politique industrielle de relocalisation de la production

- Revaloriser les secteurs à haute utilité sociale
- Réviser le modèle socio-économique pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE et renforcer la cohésion sociale

- Accompagner les modes de production et de consommation vers une économie relocalisée et plus résiliente
- Amplifier la formation aux réalités de la nouvelle économie



Exemple de mesures

- Adoption d'un Cadre social européen
- Révision des indicateurs de performance (PIB, ...)
- Extension des ressources propres de l'UE (taxe GAFA, taxe carbone, TTF...)

- Définition d'un cadre budgétaire (y compris fiscalité) à l'horizon 2030
- Orientation des entreprises nationalisées/participées
- Renforcement de la coordination interfédérale

- Soutien aux filières stratégiques pour développer une indépendance (dont agro-alimentaire et sourcing médical)
- Amplification des Plans de transition
- Soutien accru au non-marchand

